



Séance du 29 juin 2026

Présents :

Monsieur Julien DEFAUX, Bourgmestre - Président;

Monsieur Pierre-Yves DERMAGNE, 1er Échevin;

Madame Louise MERTZ, Monsieur Arthur ZABUS, Madame Vanessa GONAY, Monsieur Grégory JACQUET, Échevins;

Monsieur Léonard BILLIET, Monsieur Jean-Pol LEJEUNE, Madame Leslie WIRTZ, Monsieur Jean-Yves ANTOINE, Monsieur Jean-Marc MAHIN, Madame Angie WIRTZ, Madame Charlotte BODART, Monsieur Rodolphe CAPON, Madame Florence DALEM, Madame Isabeau GOETZ, Monsieur Thierry LAVIS, Monsieur Laurent LIBOTTE, Monsieur Gérard LUPCIN, Madame Carine SCHAERS, Monsieur Pol BOUCHE, Monsieur Bernard CONVIÉ, Conseillers;

Madame Janique LEJEUNE, Présidente du CPAS;

Madame Amélie BOUCHE, Directrice générale;

Délibération n° CC/20260629-44.

MODIFICATIONS BUDGÉTAIRES NUMÉRO 1 – EXERCICE 2026.

Le Conseil Communal ;

Vu la Constitution et en particulier ses articles 41 et 162 ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et particulièrement ses articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, L1124-40, §1^{er}, 30 ainsi que le livre I de la partie III ;

Vu l'article L1314-1 du C.D.L.D. qui stipule : "En aucun cas, le budget des dépenses et des recettes des communes ne peut présenter un solde à l'ordinaire ou à l'extraordinaire en déficit ni faire apparaître un équilibre ou un boni fictifs" ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 05.07.2007 portant sur le Règlement général de la comptabilité communale (R.G.C.C.), en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Attendu que ces projets ont été soumis à la concertation du CoDir le 16.06.2026 en application de l'article L1211-3, §2, al. 2 du C.D.L.D. ;

Vu le rapport de la Commission visé à l'article 12 du Règlement général de la Comptabilité communale ;

Considérant que pour les motifs indiqués au tableau 2 reproduit d'autre part, certaines allocations prévues au budget doivent être revues ;

Vu la note de synthèse explicative établie conformément à l'article L1122-13, § 1, al. 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Après en avoir délibéré ;

PAR 13 VOIX POUR et 10 VOIX CONTRE :

Article 1^{er}

DÉCIDE D'ARRÊTER comme suit les modifications budgétaires n° 1 de l'exercice 2026 :

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes totales exercice propre	25.855.410,38	10.487.162,37
Dépenses totales exercice propre	25.834.897,83	16.544.784,49
Boni/Mali exercice propre	+ 20.512,55	- 6.057.622,12
Recettes exercices antérieurs	6.572.110,90	7.367.562,26
Dépenses exercices antérieurs	58.537,52	7.678.848,30

Boni/Mali exercices antérieurs	+ 6.513.573,38	- 311.286,04
Prélèvements en recettes	0,00	8.733.592,02
Prélèvements en dépenses	16.090,00	2.364.683,86
Recettes globales	32.427.521,28	26.588.316,65
Dépenses globales	25.909.525,35	26.588.316,65
Boni/Mali global	+ 6.517.995,93	0,00

Montants des dotations issus du budget/des modifications budgétaires des entités consolidées

	<i>Dotations approuvées par l'autorité de tutelle</i>	<i>Date d'approbation du budget/de la modification budgétaire par l'autorité de tutelle</i>
Fabriques d'église :		
Rochefort/Havrenne	D.O. : + 1.617,00 EUR D.E. : + 22.611,25 EUR dont 14.310,65 EUR engagés en 2025	le 29.06.2026
Lavaux-Sainte-Anne	D.O. : + 2.086,90 EUR	le 01.06.2026
Buissonville	D.O. : + 2.050,35 EUR D.O. : + 2.154,04 EUR	le 01.06.2026 le 29.06.2026

Autres dotations inchangées.

Article 2.

Conformément à l'article L1122-23, §2 du C.D.L.D.,

- les modifications budgétaires seront transmises aux organisations syndicales représentatives simultanément à leur envoi à l'Autorité de Tutelle (avec l'annexe prescrite en matière de personnel) ;
- à la demande de ces organisations syndicales introduite dans les cinq jours de la communication des documents visés ci-avant, une séance d'information spécifique sera organisée au cours de laquelle lesdits documents seront présentés et expliqués.

Article 3.

Il sera procédé par le Collège communal aux formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du C.D.L.D.

Par le Conseil Communal :

La Directrice générale,
(s) A. BOUCHE.

Le Président,
(s) J. DEFAUX.

Pour expédition conforme,
Rochefort, le 30 juin 2026.

La Directrice générale,



Amélie BOUCHE.



Le Bourgmestre,



Julien DEFAUX.